



Quid de l'excès de liquidité bancaire dans un contexte du sous-financement de l'économie congolaise

1. Moïse Mabaya Shamba
2. Patrick Tambwe Onoya

1. Professeur des Universités et chercheur en Finance et technologies (Fintech) et Intelligence Economique (IE)
2. Assistant et chercheur en macroéconomie financière à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Kinshasa.

Résumé

Cet article analyse le paradoxe de la surliquidité bancaire face au sous-financement de l'économie congolaise. Malgré l'abondance de liquidités dans les banques commerciales, le crédit accordé au secteur privé demeure faible. L'étude identifie les causes de cette situation, notamment l'aversion au risque des banques, le manque d'information sur les emprunteurs, et les obstacles institutionnels. L'approche économétrique utilisée (modèle VAR) révèle un lien significatif entre les avoirs libres des banques et le faible financement de l'économie. L'article recommande des réformes structurelles et institutionnelles pour canaliser l'excès de liquidités vers des investissements productifs, notamment à travers la mise en œuvre des stratégies de financiarisation de l'économie.

Keywords: Surliquidité (1), Sous-financement (2), Economie(3) ...

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20310067>

1. INTRODUCTION

Les économies en développement sont caractérisées par l'importance capitale de leurs besoins de financement dans tous les secteurs économiques, et le paradoxe de la surliquidité de leur secteur bancaire n'en est que plus frappant ; d'autant que les banques y sont le principal compartiment d'accès au crédit.

La RDC dispose d'un système bancaire étroit et ne compte que 15 banques commerciales, dont les guichets sont inégalement répartis sur le territoire. L'accessibilité aux services bancaires n'est pas aisée dans la majeure partie du territoire congolais. S'agissant du niveau d'activité, il est faiblement développé. Le total des actifs du secteur bancaire congolais n'a représenté qu'à peine 14,8 % du PIB en 2018 et le crédit au secteur privé 7% du PIB. A titre de comparaison, en Allemagne, les crédits accordés à la clientèle, lesquels ne constituent qu'un poste de l'actif, sont supérieurs à 100 % du PIB. Si l'on y ajoutait les autres éléments d'actifs, la taille globale des actifs bancaires devrait être phénoménale, attestant un degré élevé de développement de l'activité bancaire. Le secteur bancaire de la RDC est également caractérisé par une surliquidité alors que l'économie reste sous financée³.

La surliquidité traduit simplement le fait que la grande partie des dépôts collectée par les banques n'est pas suffisamment redistribuée sous forme des crédits. De ce fait, les entreprises subissant ce rationnement du crédit éprouvent souvent de grandes difficultés à mener à bien leurs projets d'investissement et de développement, ce qui constitue un obstacle majeur à la croissance et au développement économique⁴.

La liquidité bancaire, pivot de tout secteur bancaire dans le monde, tient un rôle primordial dans la recherche de l'autosuffisance économique d'une nation, cette dernière reposant principalement sur la capacité du système bancaire à mettre à la disposition de la sphère économique (productive ou de service) autant de liquidité que nécessaire. La RDC avec ses potentialités d'investissement et ses ressources naturelles considérables n'échappe pas à cette règle économique.

Il convient de rappeler que la surliquidité bancaire et l'illiquidité bancaire sont des situations préoccupantes pour les autorités monétaires d'un pays. La première complique l'efficacité de la politique monétaire et est souvent associée à une période de ralentissement ou de crise économique. Le second fait craindre des paniques bancaires, qui peuvent entraîner des ruées sur les dépôts, débouchant parfois sur des crises bancaires.⁵

L'économie de la République Démocratique du Congo est caractérisée depuis plusieurs décennies par une situation de surliquidité de son secteur bancaire, avec notamment le poids que représentent les postes trésoreries et opérations interbancaires à l'actif, soit 66% du total bilan du secteur et un niveau de crédit qui ne représente que 29 % du total bilan du secteur.⁶

L'environnement bancaire congolais reste dominé depuis plus d'une décennie par les banques étrangères. Le taux de bancarisation de la population reste quasi inchangé et oscille autour de 6%. Les efforts d'inclusion financière de la population s'estiment à un taux oscillant autour de 13%⁷.

La RDC figure parmi les 10 pays du monde au plus faible ratio crédit/PIB, soit près de 7,5 pourcents à fin 2021 contre une moyenne mondiale de 147,6 pourcents. La contribution du

³ Deloitte Services SARL, *Analyse des performances des banques en République Démocratique du Congo*, Rapport Deloitte, Kinshasa, 2023, p. 16.

⁴ SOUMAILA, D., « Surliquidité bancaire et sous-financement de l'économie : Une analyse du paradoxe de l'UEMOA », *In Revue Tiers Monde*, 2011/1(n°205), p. 151.

⁵ SOUMAILA, D., *Op. Cit.*, p. 151.

⁶ Deloitte Services SARL, *Op. Cit.*, p. 19.

⁷ Idem

secteur bancaire au financement de l'économie reste très modeste, avec une faible diversification du portefeuille et une prédominance des prêts en monnaie étrangère, qui représentent en moyenne 89% du portefeuille des prêts à l'économie sur les cinq dernières années.⁸

Cette surliquidité est un reflet de la frilosité des banques commerciales à accorder des crédits au secteur privé ; ce qui constitue un puissant frein à l'investissement et au développement de l'activité des petites et moyennes entreprises⁹.

Il est donc nécessaire et urgent que le gouvernement de la République Démocratique du Congo, puisse prendre des mesures concrètes visant la réduction de détention de liquidités oisives par les banques commerciales, en les réorientant vers des investissements productifs, moteurs de la croissance et du développement économique¹⁰.

La question de sous-financement de l'économie reste donc une question centrale en RDC où elle rime avec la surliquidité du système bancaire.

Au regard de ce qui précède, cette étude tente d'apporter des éléments de réponse à la question principale ci- après :

Comment peut-on expliquer la surliquidité bancaire dans un contexte de sous-financement de l'économie ?

Cette problématique appelle les questions sous-jacentes suivantes :

- *Quels sont les déterminants de la surliquidité bancaire en RDC ?*
- *Quel lien peut-on établir entre la surliquidité bancaire et le sous-financement de l'économie ?*

L'objectif général poursuivi dans le cadre de cette étude, est d'analyser la problématique du sous-financement de l'économie dans un contexte de surliquidité bancaire. De manière spécifique, ce travail poursuit les objectifs suivants :

- Déterminer les facteurs explicatifs de la surliquidité bancaire en RDC ;
- Analyser empiriquement le lien entre la surliquidité bancaire et le sous-financement de l'économie congolaise ;
- Formuler des recommandations pour lever le paradoxe de surliquidité bancaire dans un contexte de besoins pressants de financement du développement.

Ainsi, au regard de la problématique soulevée et des objectifs fixés, nous formulons l'hypothèse principale suivante : « Le comportement de précaution des banques commerciales ainsi que les facteurs exogènes devraient entraver le financement de l'activité économique ». Cette hypothèse se décompose en deux sous-hypothèses :

- La surliquidité bancaire aurait essentiellement comme déterminants les crédits nets à l'Etat, et les avoirs libres des banques, tributaires au rationnement des crédits causé par l'aversion aux risques de la part des banques commerciales ;
- Il existerait une relation positive entre la surliquidité bancaire et le sous-financement de l'économie congolaise.

⁸ Ibidem.

⁹ SOUMAILA, D., *Op. Cit.*, p. 152

¹⁰ Idem.

Le recours à l'outil économétrique s'est avéré indispensable pour réaliser l'estimation d'un modèle économétrique adapté. Dans le but de préserver la validité des résultats, notre recherche couvre la période de 2007 à 2022.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce travail est reparti essentiellement en quatre points respectivement : la revue de littérature, la dynamique de l'activité bancaire en RDC, l'approche méthodologique ainsi que la présentation et la discussion des résultats.

1.1. REVUE DE LITTÉRATURE

La littérature sur la surliquidité bancaire met en évidence une situation paradoxale où les banques disposent d'importantes liquidités mais accordent relativement peu de crédits à l'économie. Sur le plan théorique, la surliquidité se manifeste lorsque les banques détiennent des actifs liquides au-delà des normes réglementaires et préfèrent conserver les dépôts plutôt que de financer l'activité économique. Ce phénomène peut s'expliquer par plusieurs facteurs : l'incertitude économique, le comportement prudentiel des banques, les contraintes réglementaires ou encore l'orientation de la politique monétaire. Dans ce contexte, la surliquidité peut résulter aussi bien de décisions volontaires des banques visant à limiter les risques que de facteurs involontaires liés à l'environnement macroéconomique et institutionnel. Schématiquement, KANE et KUBWINA¹¹ représentent l'origine de la surliquidité bancaire comme suit :

↑ Incertitudes → ↓ offre de crédit bancaire → ↓ ratio prêt /dépôt bancaire → ↑ surliquidité

Comme illustre ce schéma, la surliquidité bancaire résulte de la hausse de l'incertitude, ceci incite les banques à restreindre l'offre de crédit bancaire, y occasionnant ainsi, la baisse de ratio crédit bancaire sur le dépôt bancaire, et cela entraîne la hausse de la surliquidité. Outre l'incertitude, la surliquidité peut être le résultat de la politique monétaire de la banque Centrale qui peut être à la base de la restriction ou l'expansion de crédit bancaire.

La littérature empirique met particulièrement en évidence ce phénomène dans plusieurs économies africaines. Par exemple, Doumbia (2011) montre que dans les pays de l'UEMOA, la surliquidité bancaire découle en grande partie de la surestimation du risque de crédit par les banques, ce qui conduit à un niveau de prêts inférieur aux dépôts et favorise l'accumulation de liquidités excédentaires. De leur côté, Benbouziane et al. (2005) identifient plusieurs déterminants de la liquidité bancaire, notamment le niveau de développement économique, l'inflation, le taux d'intérêt, la taille des banques et leur niveau de capitalisation.

Certaines études analysent également les implications macroéconomiques de la surliquidité. Dressler et Kersting (2013) montrent, à travers un modèle DSGE, que l'excès de liquidité dans le système bancaire tend à affaiblir l'efficacité de la politique monétaire. Dans la même perspective, Saxegaard (2006) démontre empiriquement, dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, que l'existence de réserves excédentaires peut perturber les mécanismes de transmission de la politique monétaire. Cette approche méthodologique a inspiré plusieurs travaux ultérieurs, notamment ceux de Kamgna et Ndambendia (2008) dans la zone CEMAC, qui confirment que la surliquidité bancaire réduit l'efficacité des instruments de politique monétaire.

D'autres recherches mettent en évidence les causes structurelles de ce phénomène. Beguy (2012) montre que la surliquidité dans les pays de la CEMAC résulte à la fois du comportement de précaution des banques, d'un environnement économique incertain et d'une faible capacité d'absorption des économies. Par ailleurs, Dossa Tadenyo (2022) souligne que la liquidité bancaire peut stimuler le crédit à long terme, bien que ses effets demeurent limités à court terme.

¹¹ KANE et KUBWINA, « Analyse des causes et conséquences de la surliquidité bancaire en Algérie. » Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2014-2015, p. 25.

Ainsi, l'ensemble de la littérature converge vers l'idée que la surliquidité bancaire constitue un défi majeur pour le financement de l'économie, en particulier dans les pays en développement. Elle reflète à la fois les imperfections du système financier, la perception élevée du risque par les banques et les limites des mécanismes de transmission de la politique monétaire.

1.2. DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE EN RDC

Il est généralement admis que le secteur bancaire congolais a connu un progrès, quand bien même que beaucoup d'efforts restent à réaliser.

Du point de vue du volume d'activités, il domine largement le système financier avec un total des actifs représentant actuellement 97 % des actifs du secteur financier (contre 95 % en 2013). A la faveur de l'accélération de l'activité économique, le secteur bancaire connaît une croissance remarquable depuis quelques années. Le total du bilan du secteur est passé de 15% du PIB en 2017 à 24 % du PIB en 2022.

S'agissant des ressources des banques, elles sont composées principalement des dépôts qui représentent 75 % du total du passif alors que les fonds propres tournent autour de 8%. Ces dépôts sont, pour l'essentiel, constitués en devises à près de 85 % et à court terme à près de 80 %.¹²

Ainsi, cette section présente l'évolution de quelques principaux agrégats du secteur bancaire congolais.

- Encours global des dépôts bancaires

La dynamique de l'activité bancaire en RDC indique que l'encours global des dépôts a une tendance haussière durant la période sous étude. Les dépôts bancaires en RDC durant la période sous analyse, sont dans une phase ascendante. En effet, entre 2007 et 2022 le système bancaire congolais a pu mobiliser des dépôts estimés en moyenne à 6.728,50125 milliards de CDF. Il convient de signaler que la structure des dépôts bancaires est essentiellement dominée par les dépôts à vue. Ces derniers représentent en moyenne 81,27% de l'encours global des dépôts et une moyenne annuelle de 18,73% pour les dépôts à terme. La structure des dépôts bancaires en RDC est fortement dominée par les dépôts à vue ; qui représentent en moyenne 81,27% et les dépôts à terme sont négligeables soit 18,73% en moyenne.

- Encours global des crédits

L'encours global des crédits accuse une tendance baissière durant la période sous étude. Ceci traduit le sous financement de l'économie par les crédits bancaires.

Le volume des crédits à l'économie rapporté au PIB, entre 2007 et 2022 a fortement chuté, quittant 51,8% jusqu'à atteindre 7,4% en 2022 ; soit une baisse de 85,71%. Il se dégage que les banques commerciales congolaises disposent de dépôts importants mais l'encours global des crédits demeure encore insignifiant (Rapport annuel 2022 de la BCC).

- Evolution du taux directeur

La BCC applique généralement une politique des faibles taux d'intérêt. Le taux directeur de la BCC en RDC de 2007 à 2022 a atteint un niveau moyen de 16,82 % ; avec un taux plus élevé de la période en 2009. Soit un taux directeur de 70 %. Le plus bas taux directeur de la période sous étude est de 2 % 2014 et 2015 Rapport annuel 2022 de la BCC).

2. APPROCHE METHODOLOGIQUE ET SOURCES DES DONNEES

Pour atteindre notre objectif ou apporter des éléments de réponse à nos questions de recherche, nous avons privilégié l'approche économétrique, en faisant recours à la modélisation Vectorielle AutoRégressive (VAR). Cette dernière permet de déterminer le sens de causalité

¹²Ministère des Finances, « Stratégie nationale d'inclusion financière 2023-2028 », Juillet 2023, p.27

entre les variables sous étude et de saisir les impacts des unes sur les autres, à travers les fonctions de réponse impulsionnelle.

- Représentation du modèle VAR

Un modèle VAR est un outil économétrique particulièrement adapté pour mesurer et utiliser en simulation, l'ensemble des liaisons dynamiques à l'intérieur d'un groupe donné des variables. C'est un système d'équations linéaires dynamiques dans lequel chaque variable est écrite comme fonction linéaire de ses propres valeurs retardées et de celles des autres variables.

Considérons k variables ou processus stationnaires $Y_{1t}, Y_{2t} \dots Y_{kt}$.

Chacun de ces processus est fonction de ses propres valeurs passées, mais aussi des valeurs passées et présentes des autres processus. Si on pose p : le nombre de retards, le modèle VAR(p) décrivant la dynamique des k variables sous forme réduite s'écrit de la manière suivante :

$$\begin{aligned}
 Y_{1t} &= a^0 + \sum_i a^1_{1t-1i} Y_{1t-1i} + \sum_i a^2_{1t-2i} Y_{1t-2i} + \dots + \sum_i a^k_{1t-ki} Y_{1t-ki} + V_{1t} \\
 Y_{2t} &= a^0 + \sum_t a^2_{2t-1i} Y_{2t-1i} + \sum_i a^2_{2t-2i} Y_{2t-2i} + \dots + \sum_i a^2_{2t-ki} Y_{2t-ki} + V_{2t} \\
 &: \\
 &: \\
 &: \\
 Y_{kt} &= a^0 + \sum_i a^1_{ki-1i} Y_{ki-1i} + \sum_i a^2_{ki-2i} Y_{ki-2i} + \dots + \sum_i a^k_{ki-ki} Y_{ki-ki} + V_{kt}
 \end{aligned} \quad (1)$$

L'expression générale sous forme matricielle s'écrit de la manière suivante :

$$Y_t = \vartheta_0 + \vartheta_1 Y_{t-1} + \vartheta_2 Y_{t-2} + \dots + \vartheta_p Y_{t-p} + V_t \quad (2)$$

$$\text{Avec } Y_t = \begin{bmatrix} Y_{1t} \\ \vdots \\ Y_{kt} \end{bmatrix}; \quad \vartheta_0 = \begin{bmatrix} a^0 \\ \vdots \\ a^0 \end{bmatrix}; \quad V_t = \begin{bmatrix} v_{1t} \\ \vdots \\ v_{kt} \end{bmatrix}$$

Par ailleurs, la résolution d'un problème par la modélisation VAR suit une certaine logique que nous résumons par les étapes suivantes :

- La Vérification de la stationnarité (ADF) ;
- La détermination du nombre de retard ou décalage optimal ;
- Le test de causalité de Granger ;
- L'estimation des paramètres du modèle ;
- L'analyse dynamique du modèle VAR ;

- Nature et sources des données

Dans le cadre de notre étude, nous nous servons des données, trimestrielles de 2007 à 2022. Ces données, initialement annuelles, ont été converties en données trimestrielles. Cette conversion s'explique par la non disponibilité des données en notre possession pour une très longue série. C'est pourquoi nous avons jugés utile d'allonger un peu la série pour permettre à notre logiciel d'analyse (eviews 10) de bien fonctionner. Les données utilisées dans cette étude sont tirées des

différents rapports de la Banque Centrale du Congo et de la base des données de l'Université de Sherbrooke/ Perspective monde.

- **Spécification du modèle**

Il est question ici de présenter théoriquement les différentes variables retenues et la présentation mathématique du modèle à estimer.

- **Spécification théorique**

Pour analyser la surliquidité des banques commerciales face à au sous financement de l'économie en RDC, nous avons opter pour les variables ci-après : Le Produit Intérieur Brut, le Taux de Financement de l'Economie, les Crédits Nets à l'Etat, et les Avoirs Libres des Banques.

- **PIB** = Le Produit Intérieur Brut ;
- **TXFE** = Le taux de financement de l'économie (crédits au secteur privé rapporté au PIB) ;
- **CNE** = Les Crédits Nets à l'Etat ;
- **ALB** = Les avoirs libres des banques ;

- **Spécification Mathématique du modèle VAR (2)**

La forme réduite du modèle VAR (2) retenue se présente comme suit :

$$DDPIB_t = \alpha_1 + \beta_1 DDPIB_{t-1} + \beta_2 DDPIB_{t-2} + \pi_1 DTXFE_{t-1} + \pi_2 DTXFE_{t-2} + \delta_1 DDCNE_{t-1} + \delta_2 DDCNE_{t-2} + \theta_1 DALB_{t-1} + \theta_2 DALB_{t-2} + \mu_1$$

$$DTXFE_t = \alpha_2 + \beta_1 DDPIB_{t-1} + \beta_2 DDPIB_{t-2} + \pi_1 DTXFE_{t-1} + \pi_2 DTXFE_{t-2} + \delta_1 DDCNE_{t-1} + \delta_2 DDCNE_{t-2} + \theta_1 DALB_{t-1} + \theta_2 DALB_{t-2} + \mu_2$$

$$DDCNE_t = \alpha_3 + \beta_1 DDPIB_{t-1} + \beta_2 DDPIB_{t-2} + \pi_1 DTXFE_{t-1} + \pi_2 DTXFE_{t-2} + \delta_1 DDCNE_{t-1} + \delta_2 DDCNE_{t-2} + \theta_1 DALB_{t-1} + \theta_2 DALB_{t-2} + \mu_3$$

$$DALB_t = \alpha_4 + \beta_1 DDPIB_{t-1} + \beta_2 DDPIB_{t-2} + \pi_1 DTXFE_{t-1} + \pi_2 DTXFE_{t-2} + \delta_1 DDCNE_{t-1} + \delta_2 DDCNE_{t-2} + \theta_1 DALB_{t-1} + \theta_2 DALB_{t-2} + \mu_4$$

α_i , β_i , π_i , δ_i et θ_t : Sont les paramètres à estimer et μ_i sont les termes d'erreur.

- **Quelques tests économétriques et Estimation du modèle VAR**

Cette section passe en revue quelques tests économétriques nécessaires ; et présente les résultats de l'estimation du modèle VAR retenu dans cadre de cette étude.

- **Test de stationnarité**

Ce test de stationnarité des variables est obligatoire avant toute estimation d'une série chronologique. Les paramètres d'un modèle VAR ne peuvent être estimés que sur des séries chronologiques stationnaires (sans tendance et sans saisonnalité), raison pour laquelle nous avons procédé d'abord au test de stationnarité de toutes nos séries. La stationnarité des variables est vérifiée à l'aide des tests de racine unitaire. Si les variables ne sont pas stationnaires, c'est-à-dire qu'elles possèdent une racine unitaire, il sera nécessaire de les intégrer.

Parmi les tests de racine unitaire, il est mis en place le test de Dickey- fuller augmenté, en vue de tester la présence de racine unitaire.

Les résultats qui sont consignés dans le tableau 1 ci-dessous nous permet de confirmer la stationnarité de la série ou de la différenciée si la statistique ADF (négative) en valeur absolue est supérieure aux valeurs critiques de Mackinnon (VCM) en valeur absolue, ou la non stationnarité dans le cas contraire.

Tableau : 1. Test de Dickey-fuller augmenté

Variabiles	Valeur de statistique de ADF	Valeur critique de MCK au seuil de 5%	Ordre d'intégration	Décision
$DDPIB_t$	/-9,497250/	/-2,910019/	I(2)	Stationnaire
$DTXFE_t$	/-3,513445/	/-2,912631/	I(1)	Stationnaire
$DDCNE_t$	/-13,67152/	/-1,916566/	I(2)	Stationnaire
$DALB_t$	/-8,029397	/-3,483970/	I(1)	Stationnaire

Source : auteur, sur base du logiciel Eviews 10.

Il ressort de ce tableau ci – dessus que seules les variables taux de financement de l'économie et avoirs libres des banques sont intégrées d'ordre 1 (c'est-à-dire ces séries sont stationnaires en différence première), les deux autres variables sont par contre intégrées d'ordre 2, à savoir : le Produit Intérieur Brut et le Crédit Net à l'Etat. Ceci rend optimal l'utilisation du modèle VAR(p), car toutes les variables sont devenues stationnaires. Ainsi, les variables du modèle à estimer sont les suivantes :

- $DDPIB_t$ = Le Produit Intérieur Brut en différence deuxième pour le trimestre t ;
- $DTXFE_t$ = Le taux de financement de l'économie en différence première pour le trimestre t ;
- $DDCNE_t$ = Les Crédits Nets à l'Etat en différence deuxième pour le trimestre t ;
- $DALB_t$ = Les avoirs libres des banques en différence première pour le trimestre t ;
- μ_t = Terme de l'erreur au trimestre t
- t = Le temps exprimé en trimestres

- Test de causalité de Granger entre les variables

Le choix de l'ordre des variables n'est pas différent pour les simulations des chocs, étant donné que les interactions instantanées suivent un système récursif dans un modèle VAR. ces interactions seront arrangées d'après le test de causalité au sens de Granger. La mise en évidence des relations causales entre les variables économiques fournit des éléments de réflexion propice à une meilleure compréhension des phénomènes économiques.

Le but est de se demander si la variable X_t cause la variable Y_t , et de voir dans quelle proportion la valeur courante de Y_t peut être expliquée par ses valeurs passées, et si en ajoutant des valeurs retardées de X_t , l'explication est meilleure.

Les différents tests de causalité au sens de Granger renseignent, au seuil de signification de 5% que :

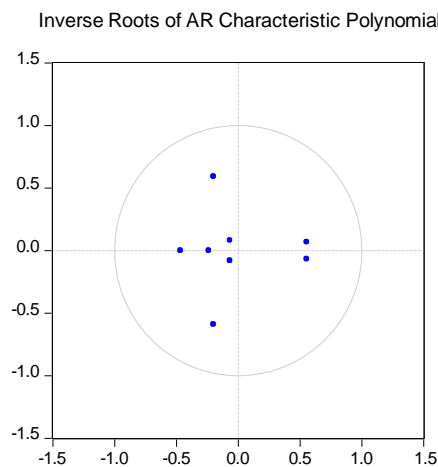
- ✓ Il existe une causalité bidirectionnelle entre le Taux de Financement de l'Economie ($DTXFE_t$) et le Produit Intérieur Brut ($DDPIB_t$) avec des probabilités inférieures à 5%, respectivement 0,0435 et 0,0003 ;
- ✓ Il existe une causalité bidirectionnelle entre les Crédits Nets à l'Etat ($DDCNE_t$) et le Produit Intérieur Brut ($DDPIB_t$) avec des probabilités largement inférieures à 5%, respectivement 0,0018 et 0,0013 ;
- ✓ Il se dégage une causalité unidirectionnelle entre les avoirs libres des banques ($DALB_t$) et le taux de financement de l'économie ($DTXFE_t$) avec une probabilité égale à $0,0120 < 5\%$

- Estimation des paramètres du modèle VAR

Les paramètres du processus VAR ne peuvent être estimés que sur des séries temporelles stationnaires. L'estimation du modèle se fait alors sur le modèle réduit. Deux techniques VAR d'estimation sont possibles après avoir rendu les variables stationnaires :

- Estimation de chaque équation du modèle par la méthode des moindres carrés ordinaires

Graphique 1 : Stabilité du modèle estimé



Il ressort du graphique 1 que les racines du modèle VAR estimé sont à l'intérieur du cercle unitaire ce qui conduit à dire que les paramètres dudit modèle sont stables.

- Discussion des résultats

Les résultats de l'estimation renseignent qu'une grande partie des dépôts collectés par les banques commerciales n'est pas suffisamment redistribuée sous forme des crédits ; traduisant une situation de sous financement de l'économie. Ces résultats se justifient par un certain nombre des faits que voici :

Il convient de signaler premièrement que ce paradoxe se justifie par la nature même du secteur bancaire congolais qui est globalement oligopolistique ; un système dont la grande part du marché est contrôlée par une poignée des banques. Elles ne sont pas des banques de proximité, spécialisée dans la collecte de l'épargne de masse et l'octroi des crédits aux grandes couches de la population.

Il y a aussi la non connaissance du niveau d'endettement des clients au niveau de la banque. Ceci entraîne les banques à faire le rationnement des crédits et cela renforce leur surliquidité face à une économie sous financée.

Tous ces éléments, ajoutés aux facteurs tenants à l'environnement difficile d'ordre judiciaire, institutionnel et réglementaire expliquent le rationnement des crédits bancaires.

La surliquidité bancaire résulte de la hausse de l'incertitude, ceci incite les banques à restreindre l'offre de crédit bancaire, y occasionnant ainsi, la baisse de ratio crédit bancaire sur le dépôt bancaire, et entraîne la hausse de la surliquidité. Outre l'incertitude, la surliquidité peut être le résultat de la politique monétaire de la banque Centrale qui peut être à la base de la restriction ou l'expansion de crédit bancaire. Vu la concentration des institutions bancaires essentiellement les banques de dépôt¹³ couplé à leur régime oligopolistique en RDC, il s'observe que les ressources de financement ne font pas cruellement défaut, mais ce sont par contre des mécanismes d'intermédiation consistant à concilier les attentes des secteurs institutionnels, besoin de financement (BF), à celles qui ont une capacité de financement (CF) qui pose problème. Très concrètement, cette réalité se traduit par de fortes dispersions entre le taux créditeur oscillant autour de 3% l'an et le taux débiteur de l'ordre moyen de 12% l'an.

La configuration des activités économiques en RDC marquée par une prédominance de petites et moyennes entreprises à promouvoir, contraste à n'en point douter, avec les conditionnalités

¹³ Une banque de dépôt est une institution financière qui collecte l'argent des particuliers, entreprises et collectivités pour le sécuriser et le gérer, principalement via des comptes à vue ou d'épargne. Elle utilise ces fonds pour consentir des crédits à court terme et gérer les moyens de paiement.

d'obtention du crédit bancaire. D'un point de vue général, il s'observe un comportement bancaire moutonnier qui obstrue soigneusement la fluidité du circuit économique. La frilosité et l'aversion aux risques font que les banques préfèrent garder par devers elles des moyens financiers nécessaires au financement de l'économie et par ricochet, une surliquidité se dégage et qui accroît in fine, les réserves légales auprès de la banque des banques.

En définitive, l'option de prêter aux agents en besoin de financement ou de conserver auprès de la banque mère, constitue la clé de voute à la problématique de la surliquidité. Raison pour laquelle, les structures économiques congolaises sont appelées à être revisitées et qu'une réglementation prudentielle spécifique puisse être mise en place afin d'inciter les banques à allouer du crédit à l'économie. Ce qui justifierait leur mission institutionnelle, sinon la politique monétaire restera inopérante et son efficacité sera toujours remise en cause. Néanmoins, ladite réglementation devra arbitrer entre l'exigence de financement de l'économie d'un côté, et de l'autre côté le risque de crédit à prendre en compte.

En ce qui concerne la relation entre les variables, produit intérieur brut (DDPIBt) et avoirs libres des banques (DALBt) ; il se dégage un effet négatif des avoirs libres des banques sur le produit intérieur brut pour toute la période sous examen.

En plus les banques font plus de dépôts en termes d'avoirs libres alors que l'économie est peu financée ; le faible taux de contribution des avoirs libres à la variation du produit intérieur brut et le lien de corrélation négative entre les deux variables soutiennent l'hypothèse selon laquelle le sous-financement de l'économie congolaise serait aussi expliqué par la surliquidité bancaire. La surliquidité des banques commerciales en RDC est un paradoxe, d'abord, parce qu'elle touche une zone composée des agents économiques, qui à priori, ont un fort besoin de financement, mais ensuite parce que cette surliquidité pourrait financer le secteur privé dont les PME constituent la couche vulnérable.

3. SUGGESTIONS

Le paradoxe de la surliquidité bancaire dans l'économie congolaise montre à suffisance que l'amélioration du financement de ladite économie est à rechercher davantage dans l'accès à cette liquidité que dans sa disponibilité.

Ainsi, pour résoudre ce paradoxe, nous suggérons ce qui suit :

3.1. Financiarisation de l'Economie

Il faut promouvoir la financiarisation de l'économie de la RDC à travers l'adoption, la promulgation et opérationnalisation de la loi sur les marchés financiers dont le projet a été adopté à la 40^{-ème} réunion du conseil des ministres,

En effet, la financiarisation de l'économie est le processus par lequel le secteur financier (marchés, acteurs, instruments) prend une importance croissante, dominant l'économie réelle (production, emploi) et orientant les décisions d'entreprise vers la rentabilité immédiate pour l'actionnaire. Ce phénomène, accentué depuis les années 1980, transforme la gestion des entreprises et la vie des ménages.

3.1.1. Le projet de loi sur les marchés financières en RDC

Le projet de loi majeur adopté en avril 2025 structure les marchés financiers en RDC, introduisant une Autorité des Marchés Financiers (AMF) indépendante, une bourse des valeurs mobilières, et des règles de conformité modernes (tokenisation, épargne publique) pour attirer les investissements et financer le secteur privé.

Points clés du cadre légal (Projet 2025) :

Autorité de Régulation : Création de l'AMF pour superviser les marchés boursiers et protéger l'épargne.

Modernisation : Introduction de la tokenisation des titres, de la bourse numérique et d'instruments dérivés.

Objectifs : Faciliter le financement des investissements et stimuler la croissance

Cadre financier actuel (avant 2025) :

Loi n°003/2002 : Régit l'activité et le contrôle des établissements de crédit, d'après ANAPI RDC.

Loi n°18/027 (2018) : Organise et régleme la Banque Centrale du Congo.

Réglementation de change : Régie par la Banque centrale du Congo.

Crédit-bail et microfinance : Encadrés par des lois spécifiques (Loi n°15/003 et n°11/020), selon Village de la Justice.

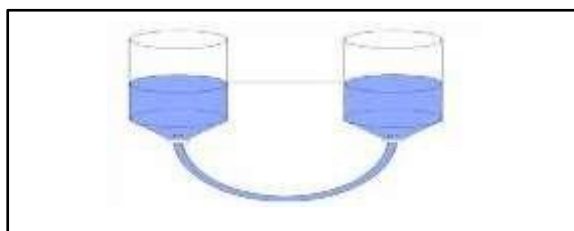
La nouvelle réglementation de 2025 vise à transformer l'écosystème financier congolais pour l'aligner sur les standards internationaux¹⁴.

3.1.2. Énoncé le principe des vases communicants : banque commerciale et marché financier

3.1.2.1. Analogie mécanique

Un système de vases communicants est un principe de mécanique des fluides selon lequel un liquide homogène, réparti dans plusieurs récipients reliés par leur base, atteint le même niveau dans chacun d'eux, indépendamment de leur forme ou volume. Cela s'explique par l'égalité de la pression au fond, sous l'effet de la gravité et de la pression atmosphérique.

Figure 1. Analogie mécanique



3.1.3. Application au système financier congolais

Partant de l'analogie de vases communicants présenté ci-haut, nous partons de ce principe pour expliquer que le marché financier pourrait constituer un déversoir de la masse monétaire « stagnante », constituant la surliquidité bancaire.

De ce fait, le système bancaire traditionnel caractérisé par l'intermédiation bancaire et la gestion de moyens de paiement, d'une part, et les marchés financiers qui sont des espaces physiques ou virtuels (bourse ou gré à gré) où se rencontrent les agents économiques à besoin de financement (entreprise, état) et investisseurs dont les principales caractéristiques sont la liquidité, la fixation des prix par l'offre et la demande, la gestion de risque et la distinction entre les marchés primaires (titres neufs) et secondaires (occasion) d'autre part, poursuivent la même finalité ; à savoir : « fournir de la liquidité afin de financer l'économie »¹⁵.

Ce qui explique la nécessité de développer les marchés financiers en RDC en tant que déversoir de l'excès de liquidité dans le secteur bancaire constaté et résoudre par la même occasion la problématique du sous-financement de l'économie (voir la figure 2 ci-dessous).

¹⁴ Source: Congo Compliance <https://congo-compliance.com/reforme-marche-financier-rdc/>

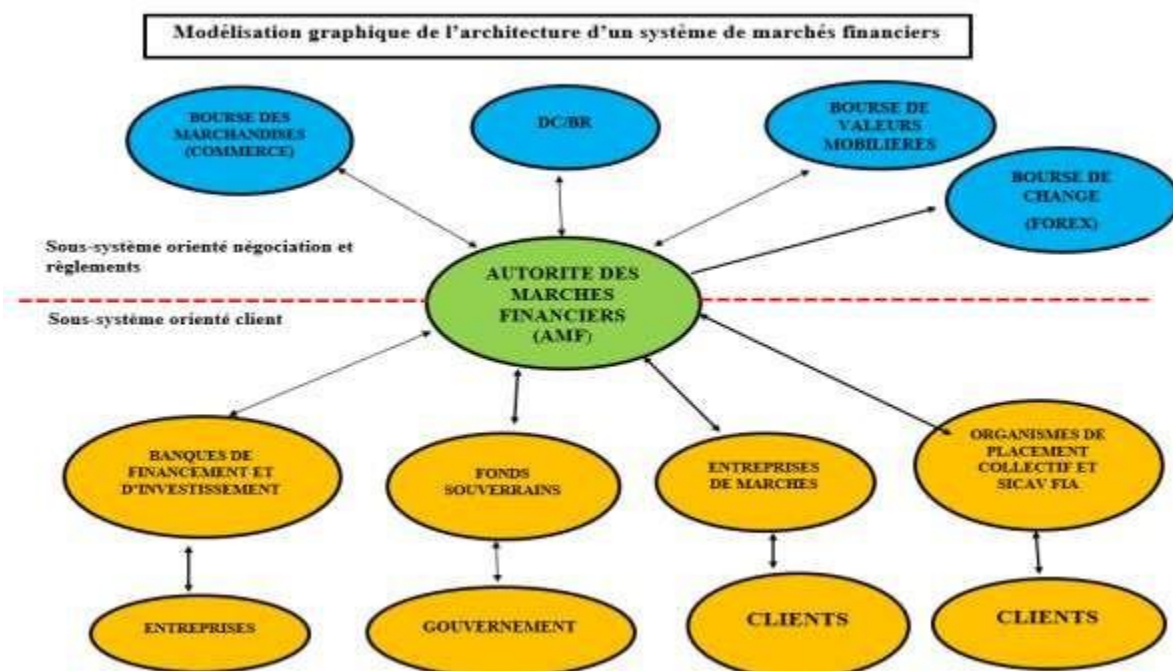
¹⁵ Source: Autorité des Marchés Financiers (AMF) <https://share.google/mF6Ja3W26TATRv9ML> Source: Autorité des Marchés.

Figure 2. Système des vases communicants financiers



Le paragraphe qui suit présente un essai de modélisation de l'architecture du système des marchés financiers à mettre en place en RDC en application de la loi sur les marchés financiers à adopter, promulguer et opérationnaliser le plutôt possible.

3.1.4. Modélisation graphique de l'architecture d'un système de marchés financiers



3.1.5. Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR)

Le dépositaire central est un organisme où sont comptabilisés les valeurs mobilières détenues par les intermédiaires financiers, en nom propre ou pour celui de leurs clients. Le dépositaire central offre des services tels que l'enregistrement des titres lors de l'émission, leur conservation centralisée et leur livraison contre espèces en cas d'opération sur les marchés financiers.¹⁶

16 <https://dcbruemoa.org/node/9928> consulté le 18 mars 2026 à 10h32'

3.1.6. AMF - Autorité des marchés financiers

L'Autorité des marchés financiers (AMF) est une autorité publique indépendante qui a pour¹⁷ mission de veiller à la protection de l'épargne investie en produits financiers, à l'information des investisseurs et au bon fonctionnement des marchés.

A ce titre, l'AMF :

- informe les épargnants via son site internet et un accueil téléphonique,
- propose un dispositif de médiation pour résoudre à l'amiable des différends qui opposent les épargnants à leur intermédiaire financier ou à une société cotée,
- veille au bon déroulement des opérations financières et à la transparence de l'information,
- réglemente les produits d'épargne collective, les professionnels de la finance et les marchés financiers,
- surveille les marchés et dispose d'un pouvoir d'enquête et de contrôle pouvant donner lieu à une procédure de sanction en cas de manquement¹⁸.

3.1.7 Une bourse de marchandises (ou bourse de commerce)

Est un marché organisé, physique ou virtuel, où se négocient des matières premières agricoles (café, blé) ou industrielles (pétrole, métaux). Elle permet de fixer les cours via des transactions au comptant ou à terme, jouant un rôle clé dans la standardisation des échanges mondiaux.¹⁹

3.1.8. Une banque de financement et d'investissement (BFI), ou Corporate and Investment Bank (CIB).

Est un établissement financier dédié aux grandes entreprises, institutionnels et États. Contrairement aux banques de détail, elle gère des opérations complexes : financements structurés, fusions-acquisitions, et accès aux marchés de capitaux²⁰.

3.1.9 Un fonds souverain est un fonds d'investissement détenu et contrôlé par un État, alimenté par ses excédents budgétaires, commerciaux ou issus de matières premières (pétrole, gaz). Ces fonds visent à diversifier les revenus nationaux, financer des projets stratégiques, ou épargner pour les générations futures²¹.

Une entreprise de marché financier est une société commerciale responsable de l'organisation, de la gestion et de la supervision d'un marché financier réglementé (bourse). Elle assure la transparence, fixe les règles de cotation, d'admission et de radiation des instruments financiers, et opère les plateformes de négociation comme Euronext Paris²².

3.1.10. Organismes de Placement Collectif (OPC)

Sont des structures financières qui mutualisent l'épargne de nombreux investisseurs pour investir dans des portefeuilles de valeurs mobilières (actions, obligations, immobilier) gérés par des professionnels. Ils permettent une diversification et un accès facilité aux marchés financiers. On distingue principalement les OPCVM (ouvert à tous), FIA (Fonds d'Investissement Alternatif) et SICAV (Société d'Investissement à Capital Variable)²³

Le Forex (ou Foreign Exchange) est le marché mondial décentralisé et de gré à gré (OTC) où s'échangent les devises 24h/24, du dimanche soir au vendredi soir, avec plus de 6,5 trillions de dollars de transactions quotidiennes. Il sert à convertir des monnaies pour le commerce international, le tourisme ou la spéculation financière.²⁴

FIA : Fonds d'Investissement Alternatif

SICAV : Société d'Investissement à Capital Variable

¹⁸ <https://www.amf-france.org/fr/quest-ce-que-lamf> consulté le 20 mars 2026 à 12h32'

¹⁹ Scribd <https://share.google/Ek8b3jVJN6zPvCggt> consulté le 20 mars 2026 à 12h35'

²⁰ La finance pour tous <https://share.google/4wKT2ApKfKqNykZ6> consulté le 20 mars 2026 à 12h39'

²¹ Source: Vernimmen.net <https://share.google/IrrarFAkJTvxb5yEG> consulté le 20 mars 2026 à 12h50'

²² Source: Cairn.info <https://share.google/6lOnXvytCY6sw6STy> consulté le 21 mars 2026 à 09h03'

²³ ABE Infoservice <https://share.google/fe1k83Ayg5tUxaEpy> consulté le 15 mars 2026 à 15h56'

²⁴ Source: Finance Héros <https://share.google/6oXxlB1721oXH8GBq>

4. PROCHAINE ETAPE

Partant de principe de vases communicants financiers exposé ci-haut, voici les prochaines étapes de recherche que nous proposons.

- L'élaboration du principe de fonctionnement du système des voies communicants financiers (système bancaire traditionnel- marché financier)
- détermination de l'équation d'équilibre du système des voies communicants financiers tenant compte des paramètres et variables monétaires, financiers et économiques.

5. CONCLUSION

La présente étude a porté sur le paradoxe de la surliquidité des banques commerciales dans un contexte de sous financement de l'économie congolaise durant la période allant de 2007 à 2022. Il a visé à déterminer les facteurs explicatifs de la surliquidité bancaire en RDC, analyser empiriquement le lien entre la surliquidité bancaire et le sous-financement de l'économie congolaise et de formuler des recommandations pour lever le paradoxe de surliquidité bancaire dans un contexte de besoins pressants de financement du développement.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce travail est reparti essentiellement en quatre points respectivement : la revue de littérature, la dynamique de l'activité bancaire en RDC, l'approche méthodologique ainsi que la présentation et la discussion des résultats.

Pour mener à bien cette étude, nous avons formulé la question principale de recherche selon laquelle : **Comment peut-on expliquer la surliquidité bancaire dans un contexte de sous-financement de l'économie ?** Cette problématique appelle les questions sous-jacentes suivantes :

- *Quels sont les déterminants de la surliquidité bancaire en RDC ?*
- *Quel lien peut-on établir entre la surliquidité bancaire et le sous-financement de l'économie ?*

Au regard de la problématique soulevée et des objectifs fixés, nous formulons l'hypothèse principale suivante :

« Le comportement de précaution des banques commerciales ainsi que les facteurs exogènes devraient entraver le financement de l'activité économique ». Cette hypothèse se décompose en deux sous-hypothèses :

- La surliquidité des banques commerciales aurait essentiellement comme déterminants le crédit net à l'Etat, et les avoirs libres des banques, tributaires au rationnement des crédits causé par l'aversion aux risques de la part des banques commerciales ;
- Il existerait une relation positive entre la surliquidité bancaire et le sous-financement de l'économie congolaise.

Ainsi, pour vérifier ces hypothèses, nous avons privilégié l'approche économétrique, en faisant recours à la modélisation Vectorielle AutoRégressive (VAR).

A l'issue des estimations du modèle, les résultats indiquent qu'une grande partie des dépôts collectés par les banques commerciales n'est pas suffisamment redistribuée sous forme des crédits ; traduisant une situation de sous financement de l'économie. Ces résultats se justifient par un certain nombre des faits que voici :

- La nature même du secteur bancaire congolais qui est globalement oligopolistique ; un système dont la grande part du marché est contrôlée par une poignée des banques.
- Il y a aussi la non connaissance du niveau d'endettement des clients au niveau de la banque. Ceci entraîne les banques à faire le rationnement des crédits et cela renforce leur surliquidité face à une économie sous financée.
- La surliquidité bancaire résulte de la hausse de l'incertitude, ceci incite les banques à restreindre l'offre de crédit bancaire, y occasionnant ainsi, la baisse de ratio crédit bancaire sur le dépôt bancaire, et entraîne la hausse de la surliquidité

- Tous ces éléments, ajoutés aux facteurs tenants à l'environnement difficile d'ordre judiciaire, institutionnel et réglementaire expliquent le rationnement des crédits bancaires.

Ainsi la financiarisation de l'économie congolaise à travers l'adoption, la promulgation ainsi que l'opérationnalisation de la loi sur les marchés financiers, nous paraît plus qu'urgent afin de rendre possible la mise en place du système des vases communicants financiers qui constitue, à notre sens, la solution optimale à la surliquidité constatée dans le secteur bancaire traditionnel entendu que les deux systèmes financiers étudié poursuivent une même finalité ; à savoir : fournir la liquidité aux agents économiques afin de financer l'économie.

BIBLIOGRAPHIQUE

1. ABE Infoservice <https://share.google/fe1k83Ayg5tUxaEpv> consulté le 15 mars 2026 à 15h56'
2. AGENOR, P-R. et EL AYNAOUI, K., « Excess Liquidity, Bank Pricing Rules, and Monetary Policy », Discussion Paper Series No. 105, Centre for Growth and Business Cycle Research, Economic Studies, University of Manchester, 2008, pp. 1-23.
3. AGENOR, P-R., AIZENMAN, J. et HOFFMAISTER, A., « The Credit Crunch in East Asia : What can Bank Excess Liquid Assets tell us? », Journal of international Money and Finance, Vol. 23, 2004, pp. 1-31.
4. AGLIETTA M., Macroéconomie financière : Finance, croissance et cycles, 4ème Edition la Découverte, Paris, 2005.
5. ALAIN B. et ANTOINE C., Dictionnaire de science économique, Edition Armand Colin, Paris, 2013.
6. BALTENSBERGER, E., « Alternative Approaches to the Theory of the Banking Firm », Journal of Monetary Economics, Vol. 6, 1980, pp. 1-37.
7. BANQUE CENTRALE DU CONGO, Condensé d'informations statistiques, n°02, 2017.
8. Banque Centrale du Congo, Rapport sur la stabilité financière, Mai 2022.
9. Banque Centrale du Congo, Rapports annuels (2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022).
10. BATHALUDDIN, M.B., ADHI, N., et WAHYU, A.W., « The Impact of Excess Liquidity on Monetary Policy », Bulletin of Monetary Economics and Banking, Vol. 14, 2012, pp. 1-267
11. BEGUY, O., Trois essais sur la surliquidité bancaire dans la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), Thèse de doctorat, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université Clermont- Ferrand I, 2012, pp. 1-79.
12. BODIE ZVI et MERTON R., Finance, édition nouveaux horizons, Paris, 2011
13. BOURBONNAIS R., Econométrie : manuel et exercices corrigés, Edition Dunod, Paris, 2000.
14. BURGAR JEAN-JACQUE CC., la banque en France, Edition Dalloz, Paris, 1955.
15. Deloitte Services SARL, Analyse des performances des banques en République Démocratique du Congo, Rapport Deloitte, Kinshasa, 2023.
16. DIACK, M., « Surliquidité bancaire et effectivité de la politique monétaire dans l'UEMOA », Nouvelle proposition de recherche, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA), 2014, pp. 1-178.
17. DOUMBIA, S., « Le sous-financement des entreprises dans un contexte de surliquidité bancaire : le paradoxe de l'UEMOA », INRPME, Trois-Rivières, Canada, 2009, pp. 1-13.
18. DOUCOURE, F. B., Méthodes économétriques : Cours et travaux pratiques, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université Cheik Anta Diop de Dakar, 2008
19. GOUTERON S. et SZPIRO D., « Excès de liquidité monétaire et prix des actifs », Notes d'Etudes et de Recherche n° 131, Banque de France, 2005, pp. 30-40.
20. HSIAO, C. «Analysis of Panel Data, Econometric Society Monographs », n° 11, Cambridge University Press, 1986, p. 41.
21. JACQUET Pierre, POLLIN Jean-Paul, « système financier et croissance », document de recherche no2007-23, laboratoire d'économie d'Orléans, 2007 p. 19.
22. JOHNSON G., SCHOLLES K., Exploring corporate strategy, 4thedition, Illustrée Edition, United States Of America. 1997.
23. KABUYA KALALA F., Economie bancaire, notes de cours destinées aux étudiants de 1ère Licence Economie, FASEG UPC, 2007-2008
24. KAMGNA, S.Y., et NDAMBENDIA, H., « Excès de liquidité systémique et effectivité de la politique monétaire : cas des pays de la CEMAC », Working Paper N°. 9599, Munich Personal RePEc Archive, 2008, pp. 1-45.

25. KANE et KUBWINA, Analyse des causes et conséquences de la surliquidité bancaire en Algérie, Mémoire de master, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU, 2014-2015.
26. KOLI MBO R., Déterminants de la rentabilité des banques commerciales en R.D. Congo ; une analyse économique en données de Panel, Mémoire de licence en Gestion Financière, FASEG, UNIKIN, 2012-2013.
27. MBATIKA MAMBU J., Causes et effets du faible taux de bancarisation de l'économie. Cas de la RDC, Mémoire de DEA-NPTCI, FASEG », UNIKIN, Juin 2013.
28. MENCHIF, M., CHEMLAL, M., & SIFOUH, N., « L'évolution du secteur bancaire et la croissance économique : quel effet sur le Maroc ? » International Journal of Business and Technology Studies and Research, v. 2, n. 2, 2012, p. 14
29. Ministère des Finances, Stratégie nationale d'inclusion financière 2023-2028, Rapport, Juillet 2023.
30. MISHKIN F., Monnaie, banque et marché financier, 7ème édition Pearson Education, Paris, 2004
31. MUKUNDI NYEMBO E., Institutions financières congolaises, notes de Cours 2ème licence Economie Monétaire, FASEG, université de Kinshasa, 2023.
32. SAXEGAARD, M., « Excess Liquidity and Effectiveness of Monetary Policy : Evidence from Sub-Saharan Africa », Working Paper No. 115, International Monetary Fund, 2006, p. 69.
33. SCIALOM L., Economie bancaire, Edition Dalloz, Paris, 2004
34. Scribd <https://share.google/Ek8b3jVJN6zPvCgqt> consulté le 20 mars 2026 à 12h35'
35. SOUMAILA, D., « Surliquidité bancaire et sous-financement de l'économie : Une analyse du paradoxe de l'UEMOA », In Revue Tiers Monde, 2011/1(n°205), p. 152.
36. Source: Cairn.info <https://share.google/6IONXvytCY6sw6STy> consulté le 21 mars 2026 à 09h03'
37. Source: Finance Héros <https://share.google/6oXxlB1721oXH8GBq>
38. Source: Vernimmen.net <https://share.google/IrrarFAkJTvx5yEG> consulté le 20 mars 2026 à 12h50'
39. WELLONS P., « Banques et intermédiaires financiers : leur action dans le développement », in Tiers-Monde, tome 28, n° 110, 1987, pp. 100-400.
40. <http://www.amf-france.org/fr/quest-ce-que-lamf> consulté le 20 mars 2026 à 12h32'
41. [http://www.bibliothèque.auf.org/Surliquidité bancaire](http://www.bibliothèque.auf.org/Surliquidité_bancaire), Consulté le 23 janvier 2026 à 13h 19'
42. [http://www.googlescolar.fr/déterminant de la surliquidité bancaire](http://www.googlescolar.fr/déterminant_de_la_surliquidité_bancaire), consulté le 29 janvier 2026 à 18h 49'
43. [http://www.lafinancencepourtous.com/liquidité bancaire](http://www.lafinancencepourtous.com/liquidité_bancaire), consulté le 8 Février 2026 à 9h 39'
44. [http://www.memoireonline.com/causes de la surliquidité bancaire](http://www.memoireonline.com/causes_de_la_surliquidité_bancaire), consulté le 8 février 2026 à 12h 17'
45. <https://www.bcc.dc/bcc/historique-de-la-banque-centrale-du-congo> , consulté le 13 février 2023 à 17h 36'